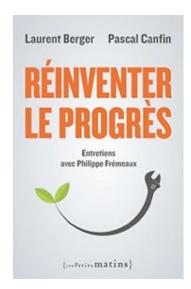
## La nouvelle "révolution " de la CFDT



A la mi-temps de ce livre de dialogue, animé par Philippe Frémeaux, éditorialiste à *Alternatives économiques*, une brève passe d'armes oppose Pascal Canfin et Laurent Berger. L'ancien ministre délégué (écologiste) au développement durable, aujourd'hui directeur général de WWF France, estime qu'un syndicat réformiste "accepte les évolutions mais agit pour les rendre acceptables par tous ". Que nenni, rétorque le secrétaire général de la CFDT, qui refuse que le réformisme soit réduit à un rôle d'accompagnement pour "rendre les évolutions acceptables ". " Avoir le courage de regarder la réalité telle qu'elle est ne signifie pasl'accepter, assure-t-il. C'est au contraire une étape indispensable pour se donner les moyens dela transformer. "" Notre conception du syndicalisme, ajoute-t-il, ce n'est pas d'être les éternels pompiers chargés d'éteindre l'incendie. "

En dehors de ce petit différend, Pascal -Canfin et Laurent Berger sont d'accord sur le fond : la mondialisation, la révolution numérique, la panne de la croissance, la transition écologique rebattent totalement les cartes. Il s'agit, pour eux, à travers un dialogue apaisé, dense et tonique, de réinventer un futur qui "concilie le progrès social" avec les changements du monde. M. Canfin récuse la "vision binaire opposant des syndicalistes qui défendraient l'emploi à tout prix, sans autre préoccupation, et des écologistes qui s'en désintéresseraient au nom de la défense de l'environnement". Sans nier les tensions, il juge qu'il ne faut pas "s'agripper au statu quo". Renvoyant dos à dos les avocats d'un "repli nationaliste illusoire et potentiellement belliciste" et ceux qui se soumettent à une "mondialisation -socialement et écologiquement destructrice", il préconise une mondialisation qui "préserve des dérèglements climatiques et respecte les -limites de la planète".

Impact de la transition écologique

En 1977, la CFDT avait publié un livre collectif, *Les Dégâts du progrès* (Le Seuil), qui offrait une vision plutôt sombre des effets des changements technologiques sur l'emploi et les conditions de travail. Près de quarante ans après, Laurent Berger a une tout autre approche. -Reprenant le slogan de la Confédération syndicale internationale lors de la COP21 – "Il n'y aura pas d'emploi sur une planète morte" –, le secrétaire général de la CFDT souligne que "l'emploi ne doit pas être une variable d'ajustement, mais bien une condition indispensable à la réussite de la transition écologique". Pour autant, le syndicaliste ne verse pas dans l'angélisme et souligne que cette démarche "suppose de regarder en face la question des "perdants" de la transition et de réellement les accompagner, les sécuriser. Une transition écologique qui laisserait toute une partie de la population exclue et des territoires sans emploi, ce serait un scénario noir... mais un scénario possible".

Si l'impact de la transition écologique est " certainement positif " en créations d'emplois, il y aura des perdants. Et M. Berger lance un avertissement à " certains représentants de l'écologie politique ": " On ne peut pas vouloir en même temps la révolution écologique et le conservatisme social ! (...) Cela implique de repenser en profondeur nos règles et notre modèle social. " Ce dernier " ne protège plus aussi bien qu'avant et, surtout, il ne protège pas tout le monde ". S'il a été, à ses yeux, un " formidable amortisseur lors de la crise de 2008 ", " il laisse perdurer – et désormais creuse – les inégalités ". Pour M. Berger, " il faut donc refonder notre système de protection sociale, car la norme unique sur laquelle il était structuré, celle de l'emploi salarié stable, à temps complet et à vie, en pratique bien souvent masculin, ne correspond plus à la majorité des situations – et ce sera encore plus vrai

demain ". S'il ne croit pas à la fin du salariat, il observe la montée de " nouvelles formes d'emploi ". " Il s'agit de protéger les personnes et plus seulement les emplois ", énonce-t-il en voyant dans le compte personnel d'activité (CPA) qui, esquissé dans la loi travail, attache des droits aux individus tout au long de leur vie professionnelle quel que soit leur statut, " la première pierre d'une refondation de notre modèle social ".

L'émancipation des personnes demeure un objectif de la CFDT, mais " elle invite à donner un sens et une dynamique nouvelle aux mouvements collectifs ". " On peut être égaux sans être semblables, argumente M. Berger. Mais on ne doit surtout pas renoncer à l'objectif d'émancipation — car il serait faux de penser qu'il est atteint. " Il affirme sa conviction que " l'émancipation individuelle se réalise toujours dans un cadre collectif ", notamment à travers le travail. Le syndicalisme, affaibli comme toutes les formes de représentation, " demeure plus que jamais nécessaire ". Mais, prévient M. Berger, " s'il ne veut pas mourir, il doit faire sa révolution " : " Il nous faut réinventer nos formes d'action et de mobilisation pour mieux répondre aux aspirations des salariés, de nos adhérents et des militants en nous appuyant sur les possibilités offertes par le numérique. Nous devons nous ouvrir aux formes de travail que nous n'avons pas assez prises en compte : emploi précaire, travail domestique, digital, en free-lance ". Une révolution que, selon M. Berger, la CFDT " a déjà commencée ". A bas bruits.

M. Canfin et M. Berger sont convaincus que le progrès " n'est possible que si on le réinvente ". " Si on a un tant soit peu d'instinct de survie, plaide le dirigeant de la CFDT, le risque climatique doit nous amener à tout remettre à plat et à repartir sur des bases nouvelles. " Une utopie ? A leurs yeux, il s'agit plutôt d'une chance, car " il y a le feu partout ".

## **Michel Noblecourt**

© Le Monde